



ONG-Association des Femmes Evangéliques de Bossangoa

Email : afeb.chef.de.mission@gmail.com /
afeb.directrice.rca@gmail.com

Cell: +236 70 95 86 88 / Cell: +236 70 90 43 33

S/c ACATBA, BP. 1990, Bangui, RCA

**RAPPORT DE MISSION D'EVALUATION DE BESOINS EN PROTECTION A
DAMARA, MABO, GALAFONDO ET BOGANGOLO
DU
30 JANVIER - 03 FEVRIER 2018**

Source : photo équipe mission d'évaluation ONG-AFEB



**ZONE HUMANAIRE
OUBLIEE**

Date de mission : 30 janvier au 03 février 2018
Lieu : Damara, Mabo, Galafondo et Bogangolo

Auteur :

ONG-AFEB

1. Bref résumé du contexte

A cause de leur position géographique stratégique, la sous-préfecture de Damara et de Bogangolo, le village de Mabo, la commune de Galafondo et les villages environnants ont souvent servi de base arrière aux différents groupes de rebellions ou de forces armées pour la prise de pouvoir à Bangui ou de base arrière dans les différents conflits internes en Centrafrique depuis 2003. La ville de Damara était la Ligne-Rouge fixée par la MISCA avant la prise de Bangui par les Ex-Séléka en 2013, laquelle situation a créé la peur, des violations et d'abus des différents groupes et forces armées dans la zone. En conséquence, les populations de ces zones ont souvent subi de nombreuses exactions des groupes et des forces armées occupants.

Les structures étatiques comme les centres de santé, les établissements scolaires et les structures publiques de protection de l'enfance, déjà faibles ont été dans leur majorité pillés, saccagés et abandonnés. Ceci a conduit à un accroissement rapide de la vulnérabilité de la population fuyant la guerre avec pour conséquences directes la précarité alimentaire aggravée par la mauvaise récolte et le pillage des semences et les destructions des champs par les bovins. Ainsi, les femmes et les enfants sont affectés dans leur bien-être physique, émotionnel, leur éducation, leur santé et leur avenir. Certains enfants ont été tués et/ou blessés, d'autres sont séparés de leurs familles et des personnes responsables de subvenir à leurs besoins ; d'autres encore ont été recrutés dans des groupes armés et/ou sont victimes de violence sexuelle ou d'autres formes d'exploitation et abus.

Aujourd'hui, Damara, Vangué, Mabo, Galafondo, Bogangolo et les localités environnantes font face à un nouveau défi. A cause de la stabilité sécuritaire de ces derniers temps, ils sont confrontés à l'arrivée des personnes qui ont fui les affrontements entre les groupes armés à Bandoro, Bouca, Bambari et d'autres zones encore en conflit. En plus, une communauté de 3500 peulhs est établie à 15 km du village Vangué ; à 20 km de Damara parmi lesquels environ 2000 enfants peulhs. Parmi ses personnes déplacées se trouvent des enfants non accompagnés et enfants séparés de leurs parents ou des personnes qui s'occupaient habituellement d'eux, des orphelins et autres enfants vulnérables. On note aussi la présence des enfants associés aux forces et aux groupes armés au sein de la communauté autochtone et peulh éleveurs.

Cependant, cette zone a été une zone oubliée. Très peu des actions humanitaires ont été orientées vers Damara, Bogangolo et ses environs, ni par l'Etat, ni par les acteurs de protection compte tenu de leur proximité avec Bangui, la capitale.

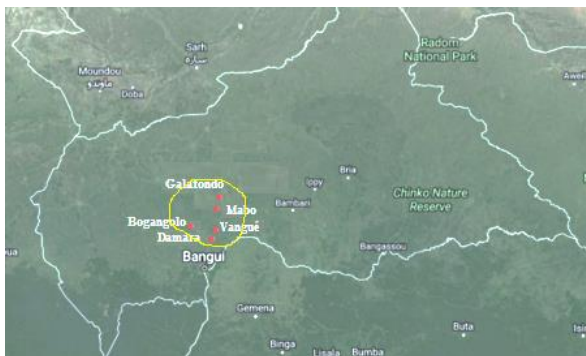
C'est dans cette optique que l'ONG-AFEB s'est proposée d'aller dans ces zones afin d'évaluer les besoins en protection des enfants avec une option de proposer une action appropriée à la fin de la mission aux partenaires et aux bailleurs.

Objectif de la mission :

☞ Procéder à l'évaluation, l'analyse et l'identification des besoins en matière de protection de l'enfant à Damara, Mabo, Galafondo, Bogangolo et sur le site des déplacés peulhs à Vangué

De manière spécifique :

☞ Collecter, analyser les données et identifier les besoins des enfants vulnérables grâce aux données collectées ;



- ☞ Identifier et analyser les structures et les acteurs de protection de l'enfant dans la zone;
- ☞ Analyser le contexte d'implémentation d'un projet de protection de l'enfant intégré ;

CLUSTER	DESCRIPTION DU CONTEXTE	RECOMMANDATION										
Protection	<p>De manière générale, les conditions de sécurité sont favorables. De Bangui à Damara jusqu'à Bogangolo et de Damara à Galafondo il n'existe aucune barrière tenue par les groupes armés. Aucun incident de sécurité n'a été signalé sauf la peur exprimée par les populations de Damara par l'arrivée massive des peulhs depuis le premier semestre 2017. A Damara, Bogangolo et Galafondo la sécurité est assurée par la Gendarmerie, la police appuyée par la force de la MINNUSCA. A Mabo et Vangué la sécurité est assurée par les chefs de villages et leurs notables. Sommes, toutes les localités couvertes par cette mission sont accessibles sur le plan sécuritaire.</p> <p>En dehors de la situation sécuritaire favorable dans la zone, la situation humanitaire reste encore préoccupante entre les deux communautés. L'intervention d'urgence en matière de prise en charge et de réintégration à base communautaire des ex EAFGA, le soutien d'urgence aux Familles d'Accueil et enfants déplacés de Bandoro, Bouca, Dékoa; le soutien aux établissements primaires et secondaires et l'appui en WASH, Food-Sec et le renforcement de la cohésion sociale sont indispensables.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Données démographiques <table border="1" data-bbox="315 655 1220 847"> <thead> <tr> <th>Damara</th> <th>Mabo</th> <th>Galafondo</th> <th>Bogangolo</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>38.400 hbts</td> <td>3130 hbts</td> <td>1114 hbts</td> <td>8338 hbts</td> <td>50.982hbts</td> </tr> </tbody> </table>	Damara	Mabo	Galafondo	Bogangolo	Total	38.400 hbts	3130 hbts	1114 hbts	8338 hbts	50.982hbts	<p>-Assistance humanitaire dans le site des déplacés peulhs de Vangué.</p> <p>-Les déplacés à Vangué, Mabo et Galafondo souhaitent avoir un site spécialement pour eux ou bien une assistance en vue de leur réintégration dans la communauté.</p> <p>- L'absence de l'intervention humanitaire et le manque des acteurs Humanit</p>
Damara	Mabo	Galafondo	Bogangolo	Total								
38.400 hbts	3130 hbts	1114 hbts	8338 hbts	50.982hbts								

		aires dans la zone; - Renforcement de la cohésion sociale et d'alerte de protection communautaire.
<i>Protection de l'enfant</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Situation de la Protection de l'enfant <p>La situation de protection de manière générale reste préoccupante au regard des indicateurs relevés sur le terrain marqués par l'absence des ONGs humanitaires et des services de l'Etat au profit des populations vulnérables surtout les enfants, les femmes et les personnes déplacées internes. Les problématiques telles que la prévention et la protection des enfants affectés par les conflits comme les Enfants Non Accompagnés et Enfants Séparés (ENA/ES), les Enfants Associés à des Forces et Groupes Armés (EAFGA), les enfants victimes de violence sexuelle, les Orphelins et autres Enfants vulnérables, les enfants victimes de violence physique et des pratiques néfastes, détresse psychosociale, les enfants victimes d'exclusion, le travail des enfants, l'enregistrement des naissances et les mécanismes communautaires de protection de l'enfance sont quasiment inexistantes dans certaines zones.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proportion de la population affectée : les principaux groupes vulnérables <p>Les populations les plus affectées (groupes vulnérables) sont les femmes et les enfants principalement les enfants non accompagnés et séparés; les enfants déplacés ; les ex enfants associés à des forces et groupes armés ; les orphelins et les PDI.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Enfants non accompagnés sur les sites/communauté <p>Les localités de Damara, Vangué, Mabo, Galafondo, Bogangolo, les villages et communes aux alentours paraissent aujourd'hui les plus calmes en termes de sécurité. C'est pourquoi, de nombreuses personnes y compris des enfants</p>	Appui psychosocial pour les enfants affectés. Réintégration communautaire pour les enfants vulnérables. L'appui aux Familles d'Accueil Temporaire(FAT), Mettre en place un mécanisme

viennent s'y trouver refuge. Cependant, certains enfants ayant fui les affrontements entre les groupes armés à Bandoro, Dékoa, Bouca viennent seuls trouver refuge dans ces localités. Ainsi, on note à Damara la présence de 75 ENA/ES venus des localités précitées et des villages proches de Damara ; certains de ces enfants sont venus pour étudier mais sans leurs parents. A Mabo 87 ENA dont 46 filles et 41 garçons ; A Bogangolo, 27 filles et 32 garçons seraient des ENA/ES. A Galafondo 51 ENA/ES dont 17 filles et 34 garçons. Tous ses enfants sont pris en charge par les communautés d'accueil spontanées et se trouvent dans une situation précaire. Souvent les enfants et les déplacés sont utilisés par ces familles d'accueil dans les travaux champêtres, les petits commerces, etc. Cette situation de précarité les expose à d'autres types de violence comme le mariage précoce et forcé, l'exploitation et autres abus.

- **Enfants associés à des forces et groupes armés**

Au total, 212 EAFGA sont enregistrés à Damara, Mabo et Bogangolo. Ainsi, à Damara on note 54 EAFGA enregistrés par Caritas ; 48 à Mabo dont 18 filles et 32 garçons ; 110 à Galafondo dont 34 filles et 72 garçons. Un EAFGA (garçon) serait mort pour cause de maladie. Jusqu'aujourd'hui, aucune action n'est encore prise envers eux. Mais selon les propos des différents responsables des groupes armés dont les enfants participent et les responsables administratifs et locaux, la MINUSCA a aussi identifié tous ses enfants et détiennent leur liste. Donc, ils sont prêts pour accompagner les actions de réinsertion socioprofessionnelles de ces enfants.

- **Orphelins et autres enfants vulnérables (OEVs)**

La situation des OEVs relevée se présente de la manière suivante :

Le nombre total s'élève à 252 OEVs identifié par les communautés dont 20 OEVs Damara (non désagrégés) ; Mabo : 103 dont 37 filles et 66 garçons ; Vangué : 11 dont 3 filles et 8 garçons ; Galafondo : 18 dont 7 filles et 11 garçons ; Bogangolo : 100 (non désagrégés).

Tous ses enfants sont pris en charge par des proches parents ou les membres des communautés. Mais leur situation est très difficile. Ils sont utilisés dans les travaux champêtres et les petits commerces et souvent donnés au mariage très tôt pour les filles.

- **Détresse psychosociale et mécanisme communautaire**

Des enfants ont été soit forcés d'assister ou ont assisté malgré eux à des scènes d'horreur comme le meurtre et les tortures de leurs parents ou d'autres proches et même les meurtres d'autres enfants appartenant à la communauté rivale pendant ces événements. Ce qui provoque chez ces derniers des traumatismes se traduisant par des cauchemars, l'agressivité, la peur, le repli sur soi et surtout le changement de comportements, rapportent les parents et les leaders

communautai
re de
protection de
l'enfant.

	<p>des communautés. Ce qui justifie la mise en place des EAE, les programmes d'éducation d'urgence comme les ETAPE pour la détraumatisation des enfants.</p> <p>Les enfants sont victimes de détresse psychologique à tous les niveaux sans distinction d'âge et de sexe. Plusieurs enfants peulhs à Vangué et dans les autres localités souffrent de traumatisme suite à l'assassinat de leurs parents en leur présence. Aucun acteur offrant des services de soutien psychosocial ne se trouve dans ces zones ni n'a offert ce service dans ces zones.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Enfants portant d'handicap (enfants à besoins spécifique) Au total, les enfants portant d'handicap sont au nombre de 15. Damara 5 dont 3 filles et 2 garçons ; Mabo : 4 dont 3 filles et 1 garçon ; Vangué : 4 dont 3 filles et 1 garçon ; Galafondo : 2 filles. • Travail des enfants A priori, la communauté perçoit le travail des enfants comme normal ou du moins socialisant. Le fait d'aider les parents dans les travaux champêtres, aux petits commerces et les travaux domestiques contente les parents. Cependant, les leaders communautaires et certains membres de la communauté font état des enfants utilisés dans les travaux champêtres, ils sont utilisés comme des vendeurs dans les marchés, des transporteurs ou dans les travaux domestiques et font des travaux qui dépassent leur capacité physique. Les enfants les plus exposés par ces types de travail sont les enfants OEVs et les ENA/ES. • Enregistrement des naissances Selon les constats, l'enregistrement de naissance est très faible au fur à mesure qu'on s'éloigne de Damara. Aussi, pendant le conflit, plusieurs enfants et familles avaient perdu tous les actes de naissance lors des incendies des maisons lors des différents affrontements des groupes armés. Certaines localités ne disposent même pas de carnet pour l'enregistrement et la délivrance des actes de naissance. Pour les naissances dépassant le délai de trois mois qui attendent les audiences foraines, le prix fixé par les Mairies pour la délivrance des actes de naissance est de 1000 FCFA, mais les autorités municipales estiment que ce prix semble hors de portée des parents compte tenu de la pauvreté généralisée marquée par la diminution des activités agricoles depuis la fin des conflits dans ces zones. 	

<p>Sécurité Alimentaire</p>	<p>Situation de Sécurité alimentaire : agriculture (optionnel), marchés, distributions d'aliments, etc.</p> <p>Les populations de ces localités sont plus de 95% des cultivateurs. Mais depuis la dernière crise, les populations ont vu leur récolte pillée et/ou incendiée. En plus, beaucoup d'entre elles sont des personnes retournées et n'ont aucun moyen pour cultiver la même superficie comme auparavant.</p> <p>Donc, la possibilité de soutien à la communauté en intrants agricoles permettra de relancer les groupements déjà mis en place de retrouver leur ancienne place de grenier alimentaire qui nourrissait la population de Bangui.</p> <p>Tous les marchés sont fonctionnels mais on trouve très peu des aliments compte tenu des difficultés susmentionnées. Aucune distribution des aliments, ni d'intrant alimentaire n'a été enregistrée dans la zone. Les signes de malnutrition sur les enfants en sont les conséquences visibles.</p>	<p>Les apports alimentaires et intrants agricoles pour les déplacés et même les populations autochtones;</p>																					
<p>VBG</p>	<p>La situation de la VBG comme de la protection en générale est assez préoccupante. Les VBG touchent toutes les couches de la population sans distinction. Mais les couches les plus vulnérables demeurent les femmes et les filles. Les agressions physiques et les dénis de ressources sont en hausse par rapport aux autres types de violence. Cependant, les violences sexuelles continuent d'être perpétrées en grande majorité sur les femmes et les filles de moins de 15 ans. La majorité des incidents liés aux violences sexuelles ne sont pas déclarés dans les formations sanitaires, la police et la gendarmerie. Les FOSA ne disposent pas de kit-PEP, le personnel n'est pas formé pour la prise en charge des cas de violence sexuelle et la prise en charge est payante. Ce qui fait que la plupart des survivants et les parents à recourir à l'auto-médicament et aux tradi-praticiens pour les traitements des cas de viol. De fois, lorsque ces cas sont déclarés trop tard l'hôpital soit plusieurs semaines et surtout à la souvent survenances des complications.</p> <p>Les informations contenues dans le tableau ci-dessous concernent la période du décembre 2017 et février 2018. La réalité dépasse largement la situation présentée.</p> <p>Tableau des incidents de VBG</p> <table border="1" data-bbox="302 1241 1680 1348"> <thead> <tr> <th>Type de VBG</th> <th colspan="6">Localité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td>Damara</td> <td>Vangué</td> <td>Mabo</td> <td>Galafondo</td> <td>Bogangolo</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td colspan="6">Sexe</td> </tr> </tbody> </table>	Type de VBG	Localité							Damara	Vangué	Mabo	Galafondo	Bogangolo			Sexe						<p>Renforcement de capacité des FOSA de Damara, Mabo, Galafondo, Bogangolo en kits-PEP</p> <p>Appui psychosocial aux survivantes.</p>
Type de VBG	Localité																						
	Damara	Vangué	Mabo	Galafondo	Bogangolo																		
	Sexe																						

	H	F	G	F	H	F	G	F	H	F	G	F	H	F	G	F	H	F	G	F	Total
Viol				6				6				5				4				8	26
Agression sexuelle	-	15	-	-	-	7	-	8	-	5	-	2	-	-		-	-	-	-	-	37
Agression physique	03	07	12	02	1	3	5	-	08	14	-	69	0	06	07	01	02	20	16	04	126
Mariage forcé	-	13	2	17		1	1	3	-	9		8		3		6		6	2	15	83
Déni de ressources	1	23	06	18	2	13	4	10	-	8		4		16	1	10		28	5	16	165
Violence psychologique/émotionnelle	1	18	7	12	-	6	4	6	2	10	2	6	1	8	-	2	-	9	1	2	97

Renforcement du mécanisme communautaire de gestion des cas.

• **Violence sexuelle**

Selon les sources hospitalières, la violence sexuelle reste un tabou dans les communautés. Aucun groupe armé n'est actif en ce moment dans les zones évaluées, ce qui signifie que les actes de violence sexuelle sont commis en grande majorité par les membres des communautés. Les communautés règlent ce genre de cas souvent à l'amiable en demandant à l'auteur de l'acte de payer seulement « *le prix du sang* » soit en donnant la fille à l'auteur pour épouse. Exception faite des cas qui touchent les enfants de moins de 10 ans comme le cas d'un enseignant qui a violé une fille de 4 ans à Galafondo au mois de janvier 2018. Ainsi sont enregistrés à Damara 06 cas de viols (filles de moins de 14 ans) ; Vangué 3 filles de moins de 15 ans ; 05 filles de 4-15 ans à Mabo ; 04 filles de 14-15 ans à Galafondo et 08 filles de 13-14 ans à Bogangolo. Selon les autorités administratives et locales et les leaders communautaires, ces chiffres sont au-deçà de nombre réels des incidents de viol commis sur les filles. Les parents ne veulent pas souvent dénoncer et préfèrent régler le problème à l'amiable, donc, difficile à quantifier. En outre, l'une des pratiques néfastes perpétrées contre les filles restent la mutilation génitale féminine (MGF). Les responsables des centres de santé, les leaders religieux, les autorités locales et administratives ont affirmé que compte tenu des sensibilisations dans le passé (avant la crise) et la poursuite des auteurs devant la justice, les parents des filles excisées et les femmes exciseuses restent très discrètes sur ces pratiques. **Violences physiques et autres pratiques néfastes**

Les communautés sont unanimes à propos des violences physiques et les pratiques néfastes dans les 4 localités. La plupart des violences physiques se déroulent dans le cadre familial perpétré par les parents, les oncles, les tantes, les tuteurs ou toutes autres personnes en charge d'un enfant et les Familles d'Accueil Temporaire. Les cas des violences physiques sur les enfants sont difficilement rapportés aux hôpitaux ou aux services de protection comme la

	<p>gendarmerie ou la police voire chez les chefs de village. En outre, l'une des pratiques néfastes perpétrées contre les filles restent la mutilation génitale féminine (MGF). Les responsables des centres de santé, les leaders religieux, les autorités locales et administratives ont affirmé que compte tenu des sensibilisations et la sanction de la loi contre les auteurs de ces actes, les parents des filles excisées et les femmes exciseuses restent très discrètes mais le phénomène prend de l'ampleur.</p>	
Educatio n	<p>Situation de l'éducation</p> <p>L'année scolaire 2017-2018 est en cours et les écoles fonctionnent normalement. Aucun n'établissement scolaire n'a fait l'objet des attaques de la part des groupes armés récemment, mais il y'a des problèmes d'ordre structurel et matériel qui entachent le bon fonctionnement de ces écoles selon les localités.</p> <p>A Damara, l'école fondamentale 1 est séparée en deux : celles des filles d'un côté et celle des garçons de l'autre. Mais chaque établissement compte seulement deux bâtiments pour les classes de CP1 au CM2. L'inscription au lycée de Damara est gratuite, mais on note une insuffisance en personnel enseignant. La plupart des enseignants affectés là-bas n'ont pas pris service, ce qui oblige les responsables du Lycée à faire intervenir parfois des enseignants de fondamental 1 au niveau du Lycée dans certaines matières ou un professeur est souvent obligé d'enseigner deux à trois matières qui ne relève pas de son profile.</p> <p>Les établissements scolaires fondamental 1 comme le Lycée manquent de bibliothèque, des tables bancs, des fournitures de bureau, des matériels pédagogiques et didactiques.</p> <p>Certains élèves surtout au niveau du Lycée viennent des villages et communes environnants de Damara (10, 15 ou 20 km). Ces élèves sont venus étudier sans leurs parents et sont livrés à eux-mêmes. Le proviseur ajoute que les filles n'arrivent pas souvent à terminer leur cursus ou du moins une seule année scolaire mais elles tombent enceinte faute de soutien. Ces élèves venus des contrées voisines sont confrontés au problème de logement, de nourriture et de santé.</p> <p>Un autre problème relève de la superstition, la mort inexplicquée de 17 élèves depuis le mois de décembre et 2017 au janvier 2018. Ceci a réduit de moitié le nombre des enfants qui fréquentent l'école à Damara (de plus de 900, seulement moins de 400 élèves fréquentent encore le Lycée à ce jour).</p>	<p>Kits de réintégration scolaires pour les enfants vulnérables.</p> <p>ETAPE, Cours de rattrapage et d'alphabétisation pour les enfants, les filles et femmes;</p> <p>Dotation des établissements scolaires en cantine scolaire</p> <p>Renforcement de capacité du corps enseignant.</p>

	<p>Dans les autres localités, 96% des enseignants sont des maitres parents. En plus, certains n'ont pas encore pris service depuis leurs affectations dans la zone.</p> <p>L'insuffisance des table-bancs, le non-paiement des redevances scolaires, insuffisance des fournitures pédagogiques et didactiques sont autant des problèmes que tous les établissements scolaires ont en commun.</p>	<p>Mise en place de la Maraine scolaire pour la mobilisation communautaire en faveur de la scolarisation des filles.</p>
<p><i>NFI et Abris</i></p>	<p>Situation des personnes déplacées internes</p> <p>A Damara, le nombre des PDI à Damara centre n'est pas comptabilisé. Mais à Vangué, sur le site des déplacés peulhs à 15 km dans la forêt, on compte environ 3500 peulhs déplacés soit 234 ménages. On estime les enfants à plus de 47% du nombre total des déplacés. A Mabo, 38 ménages des PDI ont été enregistrés soit environ près de 300 personnes. A Galafondo 27 ménages identifiés soit 216 personnes. Et à Bogangolo 10 ménages soit 76 personnes. Tous, sans assistance humanitaire depuis leur arrivée.</p>	<p>-Les besoins pour les abris dans les sites;</p> <p>-Les besoins en kits NFI pour les déplacés de sites des peulhs à Damara et les déplacés accueillis dans les deux communautés (peulhs et autochtones);</p> <p>- le manque</p>

		des matériels pour la construction des abris dans la zone.
Moyen de Subsistance	<ul style="list-style-type: none"> • Données socio-économiques <p>La sous-préfecture de Damara est un carrefour à l'extrémité de la route nationale4 (RN 4) qui conduit en direction du Nord à la frontière tchadienne et relie la capitale avec les villes de l'Est du pays. Galafondo, Bogangolo et les autres villages étaient reconnus comme étant une zone à économie et agricole mais les populations n'ont plus les intrants agricoles. Les enfants et les jeunes qui étaient engagés dans les groupes armés sont sans activité et sont toujours exposés ou tentés de se livrer aux actes de banditisme et de consommation des drogues.</p>	<p>- Renforcement de la cohésion sociale,</p> <p>THIMO pour la relance économique.</p> <p>Appui en AGR aux groupements.</p>
Santé et WASH	<p>Le Centre de Santé de Damara est appuyé par l'OMS et l'UNFPA par le Dispositif Médical d'Urgence (DMU). A cet effet, les soins de toutes les pathologies sont gratuits pour les enfants de 0 à 5 ans. En revanche, au-delà cet âge, tous les services sont payants. La plupart des maladies rencontrées chez les enfants dans la ville reste le paludisme, la diarrhée et les vomissements. Selon le Major du Centre Pédiatrique de Damara, cela est dû à la consommation de l'eau impropre. Le centre de santé ne dispose pas d'un point d'eau pour la consommation. En outre, le centre de santé ne dispose pas de kit-PEP pour le traitement des cas de violence sexuelle. Le soin est payant, ce qui empêche les survivantes de viol d'aller à l'hôpital en cas de cet incident. Les parents font recours aux pharmacies de la rue</p>	<p>Renforcement des FOSA de Damara, Mabo, Galafondo, Bogangolo en kits-PEP</p>

<p>(l'automédication). Ceci a pour conséquence les complications sanitaires tant immédiates qu'à court et long terme sur les victimes. A cause des personnes déplacées et la communauté peulh éleveur, les denrées alimentaires deviennent rares à Damara, Galafondo, Mabo et Vangué et cela a un effet de malnutrition sur les enfants.</p> <p>Vangué (20 km de Damara sur l'axe Sibut)</p> <p>Le village ne dispose pas de centre de santé. En cas de maladie, les cas sont transportés à Damara situé à 20 km pour recevoir des soins. Certains enfants et femmes en travail meurent souvent en cours de route avant d'arrivée à l'hôpital. Les déplacés peulhs dans le village rencontrent d'énormes problèmes de santé et ne sont pas en mesure de se soigner compte tenu de l'éloignement de leur camp au village Vangué et d'ici là à la ville de Damara à 20 km. Aussi, ceux qui vivent dans le village de Vangué n'ont pas le moyen financier pouvant leur donner accès aux services de soin.</p> <p>Mabo</p> <p>La formation sanitaire est dépourvue des matériels de laboratoire et des médicaments. Une initiative des populations de Mabo Pilote-1 pour la construction d'un centre de santé communautaire est en cours, mais les travaux sont à l'arrêt faute de moyen. Ils ne sont pour l'instant qu'au stade de la fondation et espère recevoir le soutien du gouvernement ou de ses partenaires pour la finition du bâtiment et son équipement en matériel et en médicament.</p> <p>Galafondo</p> <p>Le centre de santé de Galafondo a été appuyé par l'ONG Action Contre la Faim (ACF) dans le cadre d'un programme de dépistage et la prise en charge des enfants malnutris ; et le Fédération Internationale de la Croix-Rouge (FICR) pour le programme de la tuberculose. Ces deux projets ont déjà pris fin. Les problèmes rencontrés par le centre de santé sont de même ordre que ceux de Damara. La pharmacie de l'hôpital est gérée par le COGES, donc les médicaments sont payants. Il n'y a pas de kit-PEP et le personnel n'est pas formé sur la prise en charge des cas de violence sexuelle. Le centre de santé ne dispose pas de point d'eau ni de latrines propres. Le personnel et les populations souhaitent que le centre soit renforcé en médicament et matériels de laboratoire pour que l'accès des enfants de 0 à 17 ans, des PDI et des personnes vulnérables soit gratuit. Aussi, que la construction des latrines propres et séparées (hommes/femmes) et un point d'eau sont une priorité.</p>	<p>Construction /Réhabilitation des points latrines séparées (filles et garçons) dans les établissements scolaires) et des points d'eau à Damara, Bogangolo, Galafondo, Mabo et Vangué.</p> <p>Etablissement de mécanisme communautaire de Gestion de l'eau et du développement local ;</p> <p>Etablissement de mécanisme communautaire</p>
--	---

	<p>Bogangolo</p> <p>La FOSA de Bogangolo est fonctionnelle mais éprouve beaucoup de problèmes comme les autres. Il n'y a pratiquement pas de médicaments. Les quelques rares médicaments de COGES sont payants. Pire, après le pillage de l'hôpital pendant les derniers événements, le laboratoire ne dispose d'aucun matériel. Les médicaments administrés aux patients sont des examens laboratoires préalables. Donc, une situation très préoccupante et nécessite une action urgente des acteurs concernés.</p>	<p>re de lutte contre la malnutrition ;</p>
--	---	---

14.

Entretiens, discussions, observations

- Sources d'informations

Rencontre avec:

- + Mme le Maire de Damara ;
- + M. le maire de Bogangolo,
- + Le 1er conseiller au Maire de Mabo.
- + Rencontre avec les autorités sanitaires
- + Le commandant de la responsables des centres de santé
- + Les présidents des jeunes
- + Les chefs des village
- + Le proviseur du Lycée de Damara
- + Les directeurs des écoles primaires et des collèges
- + Les leaders communautaires

Contactés clés

Nom(s) et Prénom (s)	Fonction et localité	Numéro de Téléphone
<i>Mme Germaine MANDAZOU KOZY</i>	<i>Mme le Maire de Damara</i>	<i>75 04 88 70 72 56 72 63</i>
<i>M. Albert DANZI</i>	<i>Major du Centre Pédiatrique de Damara</i>	

<i>M. Dejean DAKATI ZAMBI</i>	<i>M. Maire de Bogangolo</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Lucien WAYERE</i>	<i>SG de la Mairie de Bogangolo</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Achille MBESSLANGBA</i>	<i>Directeur de CEG de Bogangolo</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Apollinaire NGBARANI</i>	<i>Proviseur du lycée de Damara</i>	
<i>M. Roger Daniel BASSALA</i>	<i>Chef de village de Mabo Pilote 1</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Belfort KONGBOWALI</i>	<i>Directeur de l'école de Mabo</i>	<i>Pas de réseau</i> <i>75 77 50 20</i>
<i>Mme Joséphine ZANEFIO</i>	<i>Femme leader Mabo</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Roger NGUISSIMANDJI</i>	<i>Pasteur de l'église CEBI Mabo</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Jean GUERET-DENGBE</i>	<i>Notable Mabo</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Vincent de Paul GAZAYO</i>	<i>Notable Mabo</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>Mme Valery Lucie KANZI</i>	<i>Chef secteur sociale de Galafondo</i>	<i>75 30 11 78/72 04</i> <i>99 05</i>
<i>M. BASSALA Daniel</i>	<i>Chef de village Mabo Pilote 1</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Ghislain BOZLANDO</i>	<i>Directeur de l'école garçons Galafondo</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Daniel TCHI-OUALAKA</i>	<i>Directeur de l'école filles Galafondo</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Narcisse YAVANGUE</i>	<i>Capita Vangué 1</i>	<i>Pas de réseau</i>
<i>M. Salomon GODJENDJI</i>	<i>Coordonnateur AB - Secteur Possel Ndjoukou</i>	<i>Pas de réseau</i>

- **Membre de l'équipe d'évaluation**

N°	Nom(s) et Prénom(s)	Fonction
1	Christ GBIAGO	CPiE-AFEB
2	Herbert Lucas NGARAFO	Chef de Projet protection de l'enfant-AFEB
3	Léonard ZOUIBONA	Conducteur

11. Références et annexes

Documents de référence.

- TDR

- fiche d'évaluation protection de l'enfant

- Annexes

Les images de la mission.